

La question du chômage des diplômés au Maghreb : Quelques éléments de réponse tirés de l'expérience asiatique

[The issue of graduate unemployment in the Maghreb : Some answers drawn from the Asian experience]

Ibtissem OMRI

URDEE / Université de Sfax,
Institut Supérieur d'Administration des Affaires de Sfax (ISAAS),
Rte de l'Aéroport Km 4, BP n°1013. Sfax, 3000, Tunisia

Copyright © 2015 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Our work focuses on unemployment of higher education graduates in the Maghreb region. This issue is a great importance that make a question the efficiency of the sector strategies adopted by the countries of the region. Thus, our work is part of a comparative study and analysis between the Maghreb region such us Tunisia, Morocco and Algeria and the Southeast Asian region. This comparison is based on the role of the state in the unemployment issue. The obtained results provide interesting idea that the Maghreb countries are required to redefine a new definition of the role of the state in the economic strategies and especially in the context of higher education, thus affecting offers of employment. But, such an idea requires to improve the quality of graduates on the one hand, and to ameliorates the demand of jobs with creating new jobs and investing in the quality of jobs that require a high qualifications and the integration of information Technology and New communication technology).

KEYWORDS: Graduate unemployment, state, Higher Education, North Africa, Southeast Asia.

RESUME: Notre travail tourne autour du chômage des diplômés de l'enseignement supérieur au Maghreb. Cette question est d'une importance capitale dans la mesure où elle remet en cause l'efficacité des stratégies sectorielles adoptées par les pays de la région. Ainsi, notre travail s'inscrit dans le cadre d'une analyse comparative entre la région maghrébine (Tunisie, Maroc et Algérie) et la région de l'Asie de sud-est, notamment en termes du rôle joué par l'Etat. La principale leçon tirée est que les pays maghrébins sont amenés à redessiner une nouvelle définition des contours de l'intervention de l'Etat au sein de l'activité économique d'une façon générale et plus particulièrement dans le cadre de l'enseignement supérieur, agissant ainsi sur l'offre du travail (améliorer la qualité des diplômés) d'une part, et sur la demande du travail, d'une autre part (créer des nouveaux postes d'emploi et investissant dans la qualité d'emploi nécessitant des hautes qualifications et intégrant les Nouvelles Techniques d'Informatiques et de Communication).

MOTS-CLEFS: Chômage des diplômés, Etat, Enseignement supérieur, Maghreb, Sud-est asiatique.

1 INTRODUCTION

Un déficit mondial d'emploi s'affirme de plus en plus essentiellement avec la crise qui a secoué la quasi-totalité des pays et qui a engendré suffisamment de problèmes d'emploi; l'intensification du chômage, le développement de l'emploi informel¹, l'élargissement de la catégorie des travailleurs pauvres et absolument l'aggravation du chômage des jeunes.

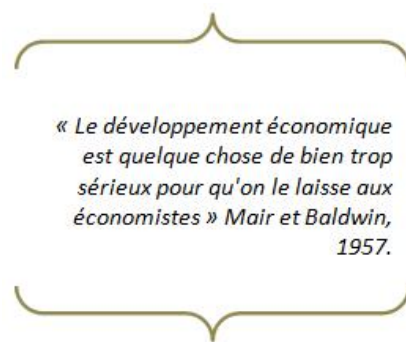
A l'échelle mondiale, les statistiques montrent que le nombre de travailleurs jeunes est en augmentation continue; le nombre de personnes âgées de 15 à 24 ans est proche d'un milliard d'individus. Autrement dit, plus que 40 % de la population mondiale est âgée de moins de 20 ans. D'ailleurs, les statistiques de l'OIT (2012) affirment que la main d'œuvre a connu cette dernière décennie un essor de 4.3%, cela est capable alors de rendre le chômage des jeunes une évidence qui s'impose notamment avec l'évolution timide de l'offre d'emploi. Ainsi, selon la même source, le taux de chômage pour cette catégorie est estimé à 12,7% en 2011 pour passer rapidement à 13.1%² en 2013.

Le problème se complique davantage si nous nous intéressons particulièrement aux jeunes diplômés. Leurs diplômes n'étaient plus une arme suffisante et efficace pour combattre le chômage et occuper des emplois stables bien rémunérés. Toutefois, on observe clairement qu'il y a une certaine disparité à l'échelle mondiale dans la mesure où on aperçoit des régions ayant des taux de chômage de jeunes diplômés très élevés à l'instar de la région maghrébine. Mais globalement, ce sont les pays en voie de développement qui souffrent de plus en plus de ce dilemme, puisqu'ils englobent 90% des jeunes du monde et se caractérisent par des systèmes de protection sociale fragiles et embryonnaires. A cela s'ajoute l'irrégularité et la précarité des emplois offerts et la faiblesse des salaires proposés.

Ainsi, notre travail s'inscrit dans la même ligne que celui du Berthélemy (2006), qui a essayé d'interpréter le développement divergent du Tiers Monde s'effectuant, selon lui, dans le cadre des « *pays similairement pauvres initialement* » [10]. Il a montré que ni l'évolution institutionnelle, ni l'évolution démographique peuvent expliquer l'essor économique des asiatiques et l'échec des expériences africaines. Pour lui, ce sont essentiellement les politiques éducatives qui déterminent le rythme de croissance économique et bloquent les économies africaines dans des pièges de sous développement, « *parce que sans alphabétisation, il est extrêmement difficile de bénéficier du progrès technique produit ailleurs* » [10]. Ces éléments ont déclenché la question du chômage des diplômés dans la région maghrébine et ont fortement remis en cause la rentabilité du système de l'enseignement supérieur aussi bien économique que sociale.

Ainsi, notre objectif dans ce présent travail est de montrer que le chômage énorme des diplômés de l'enseignement supérieur observé dans la région maghrébine est le résultat d'une grande défaillance au niveau du fonctionnement de l'Etat, surtout dans le cadre des universités. Cela est réaffirmé suite à une comparaison avec le fonctionnement de l'Etat asiatique dans le même cadre. Notre but ne se limite pas seulement à confronter les points de vue sur les expériences des deux régions, mais aussi à proposer quelques actions que l'Etat maghrébin peut les intégrer dans ses politiques. De ce fait, on rejoint les idées des théories de la croissance endogène quant à l'importance du rôle de l'Etat dans la promotion de la croissance économique. Le débat qui tourne autour de l'importance de l'intervention publique dans l'activité économique, était ravivé surtout avec l'émergence du courant des néostructuralistes, qui préconise que l'Etat doit effectuer des actions sélectives afin de favoriser le développement économique. Autrement dit, ce n'est pas la taille de l'Etat qui compte (« plus » ou « moins » d'Etat) mais c'est sa manière à gérer et assurer le bon fonctionnement du marché (« mieux » d'Etat).

Pour cela, nous organisons notre travail en trois sections; la première présentera une brève étude comparative montrant les fortes disparités qui existent entre la région maghrébine et la région sud-est asiatique au niveau des chômeurs diplômés. Ces disparités s'accompagnent par des disparités au niveau du rôle de l'Etat surtout dans l'enseignement supérieur, engendrant un déséquilibre quantitatif et qualitatif entre l'offre et la demande du travail ; c'est l'objet de la deuxième section. Quant à la troisième, elle cherchera à montrer qu'il faut redéfinir le rôle de l'Etat notamment en matière de stratégies sectorielles, tirant des leçons de l'expérience sud-est asiatique dans ce cadre.



¹D'ailleurs, l'OIT affirme que 70% de la main d'œuvre mondiale est occupée dans le secteur informel.

²Soit presque trois fois plus le taux de chômage des adultes.

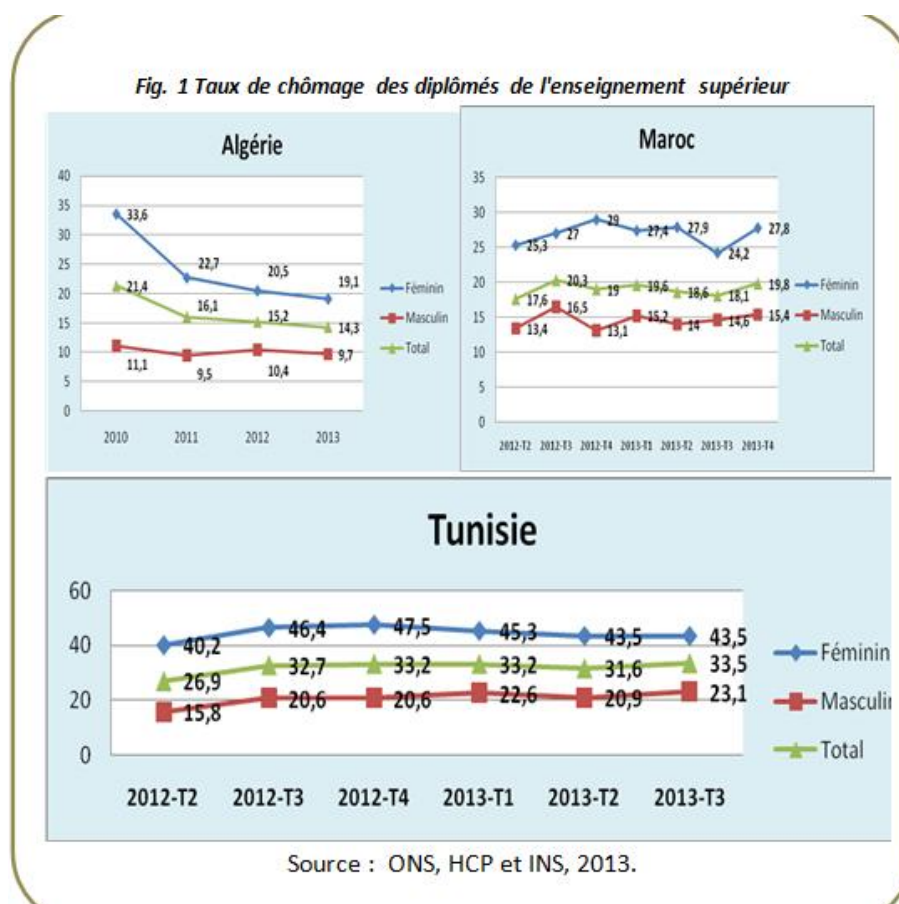
2 LE CHOMAGE DES JEUNES DIPLOMES DANS LA REGION MAGHREBINE ET SUD-EST ASIATIQUE ; ETAT DES LIEUX

Certains pensent que la comparaison entre le Maghreb et l'Asie de sud-est n'est plus légitime vu les grandes différences qui existent notamment en termes de performances socio-économiques. Toutefois, il est intéressant de rappeler, qu'initialement, ces deux régions étaient étroitement proches. Mais les pays asiatiques ont rapidement assuré leur décollage économique grâce à la nature des politiques économique, éducative, et sociale adoptées³.

2.1 LE CHOMAGE DES DIPLOMES AU MAGHREB

Le chômage des jeunes est nettement important...

L'aggravation de l'état du chômage pour les économies maghrébines est dû en partie à l'élargissement de la population active et à une croissance rapide de l'effectif des jeunes. En Tunisie, les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent plus que 72% des chômeurs selon les statistiques de 2012, et le taux de chômage de cette catégorie ne cesse d'augmenter arrivant à 35,2% (Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi, 2012).



Au Maroc, la population jeune (15-24 ans) représente 35% de la population totale, dont son taux de chômage arrive à 19,3% en 2013, mais qui dépasse les 30% dans les milieux urbains. Quant à l'Algérie, les jeunes de moins de 30 ans représentaient en 2013 environ 30% de la totalité de la population (ONS, 2014). Cette poussée démographique des jeunes a engendré un taux de chômage juvénile (16-24 ans) de 27,5% en 2013.

Il s'avère clair que la région maghrébine se trouve aujourd'hui menacée par un grand risque; c'est le gaspillage des ressources humaines, la clé pour assurer son décollage économique.

³ Pour plus de détails, voir Omri (2011).

... et les diplômés sont les plus exposés

Au Maghreb, les plus instruits sont les plus confrontés au chômage et ils trouvent plus de difficultés à gagner des emplois. D'ailleurs, Abdih (2011) affirme que dans des pays comme la Tunisie et le Maroc « *c'est parmi les plus diplômés que le chômage est le plus élevé* » [1]. De même, une étude récente faite sur la Tunisie a montré que le risque d'être en chômage de longue durée est d'autant plus fort que la population est diplômée, notamment pour les techniciens et les cadres moyens (Lakhoua, 2010).

En Tunisie, le taux de chômage des diplômés s'est rapidement passé de 3,8% en 1994, 14% en 2005 à 22% en 2009 pour devenir 33,5% en 2013 (INS, 2013), bien qu'il a enregistré une légère diminution pendant le premier trimestre de 2014 pour devenir 31,4%. Les diplômés de l'enseignement supérieur étaient en 1987 presque 4000 personnes, pour atteindre ces dernières années plus que 76000 diplômés (Haddar, 2011), se multipliant ainsi 19 fois durant cette période. Pour ce pays, les plus exclus du marché du travail des diplômés supérieurs sont les maitrisards en sciences exactes (29%) suivis par les techniciens supérieurs (27%). Le plus remarquable ici est que presque le quart des diplômés de l'enseignement supérieur continuent à croire encore que leur diplôme est le moyen approprié qui garantit la bonne insertion dans le marché du travail (BIT, 2014).

Pour le Maroc, le taux de chômage des diplômés du supérieur est de 19,8%, en quatrième trimestre 2013. Bien que ce pays s'en sort mieux puisque ce taux enregistre une tendance à la baisse; il était en 2002 près de 30,4% et en 2011 a passé à 18% seulement.

Pour l'Algérie, la situation est légèrement différente, avec un taux de chômage pour les personnes ayant un niveau universitaire 21,4% en 2010 pour chuter à 14,3% en 2013 et 13% en Avril 2014. Toutefois, ce taux peut cacher une autre réalité; on est face à une tranche de population de plus en plus démotivée et découragée, et les dernières statistiques montrent que parmi la population ayant un diplôme supérieur et disponible à travailler, 14,2% n'ont pas cherché un emploi en septembre 2013. Ce taux est 16,3% chez les femmes et 11,5 % chez les hommes.

... notamment les femmes diplômées

Une autre facette quant au gaspillage des ressources humaines, et qui témoigne vraiment des défaillances au niveau des structures économiques et éducatives dans le Maghreb est la situation alarmante des femmes chômeuses ayant un diplôme d'enseignement supérieur.

Selon Lakhoua (2010), les femmes marocaines qui disposent un diplôme d'enseignement supérieur ne représentent que 10% de la population active, alors que le taux de chômage des femmes pour cette catégorie arrive même à 20% de la totalité des chômeurs marocains. Dans la même ligne des idées, on peut mentionner une étude faite sur l'Algérie et qui a montré qu'« *être une femme, diplômée et jeune multiplie par trois le risque de se retrouver au chômage* » [9].

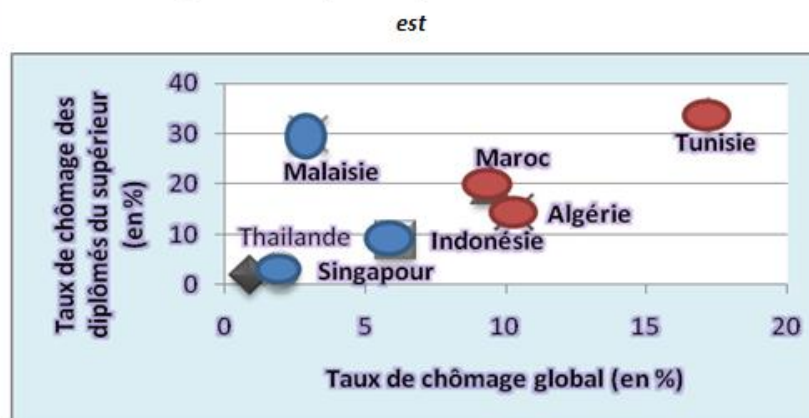
Une autre étude faite sur la Tunisie par le BIT (2014) a montré que « *les femmes sont plus exigeantes que les hommes quant au lieu et à la nature des emplois* » [15], en justifiant l'énorme taux de chômage féminin qui arrive même à 54.5% dans le Sud-ouest du pays. Ainsi, pour Touhami (2012), « *quand on sait que le nombre de femmes diplômées de l'enseignement supérieur est à lui seul de l'ordre de 34.000 diplômées supplémentaires par an, dont au moins 27.000 à la recherche d'un premier emploi, on ne peut qu'émettre des réserves sérieuses quant au bien-fondé du raisonnement additionnel prévalant jusqu'ici* » [41], parlant de la Tunisie.

2.2 LE CHOMAGE DES DIPLOMES EN ASIE DE SUD-EST

C'est vrai que cette région enregistre des grandes performances sur le marché du travail, mais elle n'est jamais un eldorado. D'abord, on doit noter que l'Asie du Sud-est possédait, en 2012, un taux d'emploi global de 67%, la classant au 2^{ème} rang des régions du monde derrière l'Asie de l'Est. Globalement, les pays sud-est asiatiques connaissent un taux de chômage qui ne dépasse pas les 4,4%, bien que ce taux peut être considéré relativement élevé pour quelques tigres asiatiques à l'instar de Thaïlande⁴ qui dispose d'un taux de chômage très faible (0,9%), Vietnam (1,2%), Singapour (2%) et Malaisie (3%) selon les dernières statistiques de 2014.

⁴ La Thaïlande avait même atteint un record historique avec 0,48% comme un taux de chômage fin 2012.

Fig. 2. Le chômage au Maghreb et en Asie de sud-



Source : données issues du BIT, 2014

Dans cette région, la main d'œuvre jeune croît lentement; 3,1% selon l'OIT, dix points de pourcentage plus faible que la région maghrébine. A cela s'ajoute une bonne croissance de l'emploi (1,6% en 2013). Cela rend alors le chômage des jeunes un faux problème qui n'alourdit pas la situation économique des pays. Ce taux arrive à 13,1% en 2012, mais il marque une trajectoire descendante depuis 2005 pour un grand nombre de pays de cette région.

Selon le BIT (2013), le taux de chômage des jeunes aux Philippines est entrain de décliner en passant de 18,6% en 2008 à 16 % en 2012. En Indonésie, la même tendance à la baisse est observée, en passant de 23% en 2011 à 19,6% en 2012. Mais l'écart entre les taux de chômage des jeunes et des adultes de cette région est le plus élevé dans le monde où le chômage des jeunes est cinq fois supérieur à celui des adultes. Quant aux jeunes diplômés, la Thaïlande enregistre un taux de chômage de 1,8%, Singapour a un taux de 2,8% et 8,8% pour l'Indonésie selon les dernières statistiques.

La Fig. 2. montre clairement la distance qui sépare les deux groupes de pays et le progrès marqué par les pays asiatiques dans ce domaine.

L'expérience de Singapour rend vraiment jaloux n'importe quel pays, étant donné son taux de croissance élevé et son taux de chômage faible notamment au sein des diplômés. En effet, une étude faite en 2013 au Singapour par le ministère de l'Éducation pour les jeunes diplômés de 2012 a montré que presque 90% des diplômés ont pu disposer un emploi 6 mois après la sortie auprès de leurs universités. Le plus excellent est que 85.6% ont un emploi à temps complet. Certaines filières (droits, médecine, comptabilité..) enregistrent des taux proches de 100%, ce qui témoigne la forte employabilité de ces universités et ces filières.

De ce fait, un grand décalage entre les deux situations des régions est confirmé, en termes du chômage globalement, et essentiellement au niveau des jeunes diplômés.

3 LE CHOMAGE DES DIPLOMES INTERPELLE L'ETAT MAGHREBIN

Pourquoi le chômage des jeunes diplômés est si tenace au Maghreb...mais si faible au sud-est asiatique ? «*Les raisons invoquées ... varient : S'explique-t-il par **la détérioration de la qualité de l'enseignement supérieur** et la dégradation des diplômes obtenus? Ou bien le problème est-il dû à «**l'inadéquation des compétences** » et à l'impossibilité de commercialiser les compétences acquises ou bien, comme l'estiment la plupart, est-ce **une question de modèles de croissance** qui ne créent pas le type d'emploi de bonne qualité qui correspondrait aux compétences élevées acquises par les jeunes ou à leurs aspirations ?* » [11]. Selon cette réponse, il s'agit d'une question de demande du travail (les modèles de la croissance économique) et d'offre du travail (qualité de l'enseignement supérieur et inadéquation des compétences).

Dans la réalité, on peut attribuer les trois éléments soulignés par le rapport du Bureau International du Travail à une défaillance au niveau du fonctionnement de l'Etat maghrébin, qui témoigne sa grande responsabilité quant à l'énorme chômage qui touche les diplômés maghrébins.

3.1 TOUT D'ABORD, L'ÉTAT N'ARRIVE PAS À ASSURER UN NIVEAU SEUIL D'UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PERMANENTE (QUANTITATIVEMENT ET QUALITATIVEMENT)

Plusieurs travaux s'intéressent au phénomène de la croissance sans emploi, théoriquement et empiriquement. Ainsi, certains auteurs pensent que le chômage des diplômés trouve ses origines aussi bien dans le niveau que dans la nature de la croissance économique générée.

Non seulement l'Etat maghrébin est piégé dans « *un équilibre bas* » caractérisé par un faible niveau de croissance.....

La croissance économique marquée par le Maghreb est faible, instable, incapable d'atténuer le degré du chômage, surtout après la crise mondiale. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'étude faite par Madariaga (2013) et qui a classé les pays en développement en trois catégories, *i*) les pays asiatiques ayant des taux de croissance élevés et stables accompagnés d'un taux de chômage moyen faible; *ii*) les pays latino-américains ayant des taux de croissance instables et relativement faibles et un taux de chômage relativement élevé; et *iii*) les pays sud-méditerranéens avec des taux de croissance faibles et des taux de chômage très élevés. Les pays maghrébins en tant que pays sud-méditerranéens disposent les taux de chômage les plus élevés excédant largement ceux des autres pays⁵.

Une autre étude faite par la Banque Mondiale a affirmé que la réduction du chômage en Tunisie est tributaire à la réalisation d'une croissance économique au moins de 7 ou 8% durant une période allant de 5 à 10 ans. Toutefois, tout le Maghreb n'arrive qu'à réaliser un taux de croissance de l'ordre de 2% en 2013, et les prévisions de la Banque Mondiale pour la Tunisie ne dépassent pas les 4,5% en 2015, 4,2% pour l'Algérie et 4,9% pour le Maroc, chose qui rend la sortie de ce dilemme irréalisable. De même, le Fonds Monétaire International (Avril, 2014) affirme que la croissance économique réalisée en Tunisie est médiocre et « *enfermée dans un cycle de politiques inadéquates qui empêche de connaître une croissance durable* » [18], même s'il y a une faible amélioration de la conjoncture économique. Pour le Maroc, les prévisions montrent que l'activité économique aura la tendance à la baisse les prochaines années.

Grosso modo, même si le Maghreb peut connaître une certaine reprise, cette dernière sera évidemment fragile et la région reste largement exposée au risque de ralentissement à cause surtout des déficits budgétaires et l'accroissement des dettes publiques (le cas de la Tunisie).

Tandis que l'évaluation et les prévisions quant l'économie des pays sud-est asiatiques sont plus positives. En effet, le rapport confirme que les pays membres de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) se caractérisent par la poursuite d'une croissance solide, due essentiellement aux échanges mondiaux, sauf quelques pays qui peuvent rencontrer quelques problèmes à l'instar de Thaïlande (à cause des tensions politiques) et l'Indonésie (à cause d'une faible attractivité des investisseurs et l'aggravation des coûts des emprunts). Ainsi, et toujours selon le même rapport, les Philippines auront comme taux de croissance de l'ordre de 6,5% en 2015, 5,8% en Indonésie, 5,7% en Vietnam et 5% au Malaisie.

On peut également mettre l'accent sur un autre problème qui caractérise les pays du Maghreb, essentiellement l'économie tunisienne ; c'est la pondération de la corruption, qu'il s'agit de la petite corruption (en demandant des « pots-de-vin ») ou de grande corruption (vols ou usages abusifs de ressources publiques de la part d'agents de l'État). Cela entrave fortement les investissements nationaux et étrangers, et par la suite retarde ou même prive les jeunes diplômés de l'insertion dans le marché du travail.

... Mais il se trouve également désappointé par la nature de la croissance réalisée

La croissance économique du Maghreb est générée essentiellement par des secteurs intensifs en main d'œuvre non qualifiée, qui cherchent généralement à embaucher des travailleurs spécialisés « non universitaires ». Lakhoua (2010) affirme que la part des « universitaires » ne dépasse pas les 15% de la totalité des employés des secteurs productifs pour le cas de la Tunisie. Ce résultat est confirmé par d'autres études qui supposent qu'en 2010, les cinq principaux secteurs embauchant les diplômés du supérieur n'arrivent qu'à recruter 6,7% de la totalité de la main d'œuvre en Tunisie. Ces carences peuvent être expliquées par la nature des entreprises présentes sur le marché. En effet, le tissu économique tunisien, et généralement maghrébin, est dominé essentiellement par des petites et moyennes entreprises (PME), qui, contrairement à d'autres expériences n'arrivent pas à créer suffisamment des postes d'emploi pour une main d'œuvre éduquée et dynamique. Par

⁵ Puisqu'il arrive en Tunisie durant la période 1990-2010 jusqu'au 14,8% et 14% au Maroc et 9,8% en Algérie, par contre, ce taux en Asie émergente ne dépasse pas les 4,5% durant la même période.

exemple, au Maroc, 90% du tissu industriel est composé des PME, qui contribuent à 40% du chiffre d'affaire du secteur industriel. Quant à l'Algérie, l'effectif des PME demeure important, mais il reste plus faible que les pays voisins, et cela s'explique par le fait qu'il s'agit d'une économie basée sur la rente des hydrocarbures.

De surcroît, l'incapacité à créer des emplois de qualité est due essentiellement à la faiblesse des systèmes d'innovation et de savoir, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. D'ailleurs, ce problème caractérise toute l'Afrique qui compte 13,4% de la population mondiale, mais elle ne contribue au savoir scientifique mondial qu'avec 1,1%.

La BAD (2011) confirme la faible employabilité du secteur privé au Maghreb, qui remonte, selon la banque, à la réticence des employeurs privés quant à l'embauche des jeunes au lieu des adultes, à cause du manque de compétence et d'expérience professionnelles. « 37% des entreprises du secteur privé en Algérie et 31% au Maroc citent le manque de compétences parmi les jeunes travailleurs comme étant un obstacle majeur au développement des entreprises » [5].

Quant à l'Asie, quelques pays sont dominés aussi par les PME, toutefois, leurs Etats pratiquent des programmes de jumelage entre les petites et les grandes entreprises, à l'instar de la « Confédération des employeurs philippins⁶ ». En effet, 97% des entreprises au Philippines sont petites, et ce programme vise à « maintenir une relation de travail fructueuse à long terme afin de rapprocher les clients et les fournisseurs pour profiter des forces de chacun et développer des techniques de production basées sur le capital humain » [11].

De même, il est intéressant de souligner l'importance du rôle de l'Etat en Corée du sud surtout dans le financement et le développement des activités de grands conglomérats coréens appelés les « *cheabols*⁷ ». Ces entreprises contribuent bien à la création d'emploi notamment l'emploi de qualité, car elles opèrent dans les domaines de nouvelles technologies à l'instar de « Samsung ».

La passivité de l'Etat au Maghreb quant au chômage des diplômés ; l'Etat maghrébin *versus* l'Etat asiatique

La BAD (2011) a traité la question du chômage des diplômés au Maghreb, tout en mettant l'accent sur la poussée démographique, mais elle a insisté sur l'importance des politiques adoptées par les pouvoirs publics dans ce cadre. Dans la réalité, des programmes publics ont été établis, via l'instauration des institutions et des agences gouvernementales, cherchant à fournir des services d'aide à l'emploi surtout au profit des jeunes diplômés (Aita, 2008). Toutefois, ces programmes ont confirmé leur inefficacité pour plusieurs raisons. Martin (2009) a insisté sur le fait que ces actions publiques sont en faveur des diplômés sortant surtout des universités prestigieuses et se situant dans les zones urbaines plutôt que les zones rurales. « Les gouvernements du Maghreb ont considérablement investi dans les ALMP⁸. Cependant, les programmes n'ont eu jusqu'ici qu'un impact limité sur les taux de chômage des jeunes pour diverses raisons: ils ne créent pas des emplois permanents à un rythme suffisamment rapide pour absorber la forte population jeune entrant chaque année sur le marché de l'emploi; les programmes utilisés ne sont pas ceux qui sont optimaux pour les groupes ciblés; et aux programmes qui pourraient se révéler efficaces sont peu soutenus » [5].

A contrario, l'Etat asiatique a joué un rôle considérable pour résoudre ce problème. En effet, l'Etat en Asie de sud-est est qualifié d'un « Etat développeur », qui a instauré des réformes préparant pour une formidable croissance économique. Il s'agit d'un Etat « pro »; protecteur, producteur, programmateur et prospecteur. En partant d'une situation caractérisée par une grande carence au niveau des ressources naturelles, l'Etat asiatique a réussi à construire des avantages comparatifs et à « construire le développement », via la valorisation du capital humain. Ainsi, il est intéressant de mentionner l'expérience de la Corée du sud, notamment suite à la crise financière de 1997 et qui a aggravé la situation du chômage des diplômés. La Fédération des syndicats coréens (FKTU) affirme que l'Etat a poussé les PME à embaucher davantage les jeunes universitaires. Ces entreprises s'engagent à offrir des programmes de formation professionnelle au profit de 140 000 jeunes universitaires et à employer 44 000 jeunes dans des entreprises étatiques.

Quant à l'Etat philippin, il s'est engagé dans un programme de l'« Opération un million » avec le ministère du Travail et de l'Emploi sous la direction de l'agence « *Technical Education and Skills Development Authority* (TESDA) ». Ce programme avait pour objectif d'assurer une sorte de formation professionnelle et technique au profit d'au moins un million des jeunes diplômés philippins.

⁶ Il est dit : *Big Enterprise/Small Enterprise Productivity Improvement Programme*.

⁷ Le terme « *cheabols* » trouve ses origines dans la langue chinoise et qui signifie la propriété de la famille noble.

⁸ *Active Labor Market Programs*.

Pour Singapour, l'Etat s'est efforcé pour instaurer un «Fonds de développement des compétences» (Skills Development Fund, SDF) afin de motiver les entreprises à investir dans la formation des travailleurs et à aider les jeunes, notamment les diplômés à s'intégrer dans la population active. Cela se fait à travers l'octroi des subventions aux employeurs qui emploient essentiellement des travailleurs peu qualifiés, créant, par exemple en 1998, plus que 565 000 places de formation.

3.2 ENSUITE, L'ÉTAT MAGHREBIN EST FORTEMENT IMPLIQUÉ DANS LA MÉDIOCRITÉ DE SON ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A ce stade, une question se pose sérieusement; pourquoi l'Etat ne prend pas les mesures adéquates pour faire face à cette médiocrité qui touche la catégorie de population la plus dynamique ?

L'enseignement supérieur maghrébin ; d'un système sélectif à un système de masse

Les statistiques insistent sur le retard de tout le Maghreb au niveau de l'enseignement supérieur, dans la mesure où aucune université maghrébine n'est classée parmi les 1000 universités les plus dotées dans le monde⁹, alors que le classement est dominé par des universités américaines (229 universités dans la liste), chinoises (84) et japonaises (74). L'absence totale des maghrébins s'oppose à une bonne présence de la part des asiatiques; Corée du sud (33 places), Malaisie (3 places; 315^{ème}, 492^{ème} et 778^{ème}), Thaïlande (3 places; 283^{ème}, 550^{ème} et 871^{ème}) et Singapour (une place; 148^{ème}).

Sur le plan africain, 16 universités maghrébines figurent parmi le Top de 100 des meilleures universités africaines; le Maroc se place à la tête des pays maghrébins (9 universités), l'Algérie (5 universités) et la Tunisie se situe à la traîne de la région (2 universités seulement). Ainsi, les résultats de ce genre de classement suscitent plusieurs interrogations notamment pour la Tunisie, et la qualité de la formation dans les universités maghrébines peut être remise en cause. Ce constat s'oppose aux conclusions tirées par les travaux de Lucas (1988) et Mankiw, Romer & Weil (1992) quant à l'importance de l'investissement en capital humain et son rôle dans la promotion de la croissance économique. Il s'oppose également aux résultats d'Islam (1995), Hanushek & Kimko (2000), Altinok (2007) quant à l'importance de la qualité de l'éducation, tout en insistant sur le fait que « *la scolarisation massive s'est souvent faite au détriment de la qualité de l'éducation reçue*» [17].

Ainsi, l'état critique des universités maghrébines est dû essentiellement à un problème de massification. Dans la réalité, on peut affirmer que l'accès à l'enseignement supérieur devient très facile ces dernières décennies, notamment en Tunisie avec la pratique de la formule de (25%)¹⁰ et les faiblesses qui ont touché le concours du baccalauréat tunisien et les fraudes qui existent pratiquement dans tous les pays maghrébins. Actuellement, les dernières statistiques disponibles énumèrent 373 427 étudiants en Tunisie. Ce chiffre va jusqu'à 505 681 au Maroc¹¹ et 1 210 272 en Algérie en 2012 (Unesco, 2014). Autrement dit, cet effectif a été multiplié 2,39 fois en Tunisie durant la période allant de 1999/2012, de 2,65 fois en Algérie, et à un rythme plus faible au Maroc; 1,85 fois. Ces valeurs ne dépassent pas 1,1 fois aux Philippines et 1,39 fois au Thaïlande. Ainsi, le seul critère pour accéder à l'université maghrébine est l'obtention du baccalauréat ou son équivalent¹². Par contre, les autres pays asiatiques pratiquent autres critères. Par exemple, la Malaisie exige un niveau avancé d'anglais parmi les conditions d'admission à l'université malaisienne. D'ailleurs, certains pensent que « *la Malaisie est le meilleur élève en anglais d'Asie* », et plusieurs hommes d'affaires occidentaux s'orientent vers ce pays dans le but de trouver des cadres formés parlant bien l'anglais. Dans la réalité, la Malaisie a adopté des réformes courageuses dans son système d'enseignement supérieur, afin de devenir une plate-forme internationale pour l'excellence de l'enseignement supérieur à l'horizon 2020, tout en accordant une autonomie complète à huit de ses universités publiques. Cette action a vraiment favorisé l'insertion des diplômés malais dans le marché du travail.

De surcroît, en Thaïlande, on distingue deux types d'universités; il y a des universités à admission sélective, là où l'accès est conditionné non seulement par la réussite aux concours de fin d'études secondaires, mais aussi par la réussite dans un test national. De même, pour quelques établissements, le candidat se trouve confronté à un certain nombre de tests spécifiques notamment avec la pratique des quotas, qui exigent un nombre restreint des étudiants. Alors, l'accès à ces

⁹ Le classement tient compte la qualité de l'éducation, le taux de recrutement des diplômés d'une université, la qualité des facultés, le nombre de publications scientifiques produites chaque année, l'influence de l'établissement ainsi que le nombre de brevets internationaux déposés.

¹⁰ Dans le concours du Baccalauréat, la moyenne annuelle du candidat réalisé tout au long de l'année scolaire est prise en compte à l'horizon de 25%. Autrement dit, le candidat peut avoir une note inférieure à (10/20), et pourtant il réussit l'examen, et obtient son diplôme.

¹¹ Bien qu'il y a des autres sources qui affirment que l'effectif des étudiants au Maroc est de l'ordre de 594.277 étudiants (Debbah, 2013).

¹² Sauf pour les classes préparatoires, qui effectuent un petit test avant l'admission.

universités sera possible seulement pour les excellents. On trouve aussi des universités à admission non sélective, dites aussi des universités ouvertes qui ouvrent ses portes à un nombre élevé des étudiants, mais généralement qui affichent une présence théorique.

En somme, l'Etat maghrébin est encore au centre d'un parcours stérile d'accumulation de diplômes, sans qu'il y ait une réelle production scientifique qui contribue vraiment à la promotion de la croissance économique.

LA MASSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC S'ACCOMPAGNE D'UNE MARGINALISATION DU SECTEUR PRIVÉ

L'Etat maghrébin n'a pas encouragé suffisamment le secteur privé de s'insérer dans l'enseignement supérieur, à l'instar d'autres Etats. En effet, l'enseignement privé n'a pas suivi le même rythme que l'évolution de l'effectif des étudiants, d'ailleurs, le pourcentage des inscrits dans l'enseignement privé ne dépasse pas 3,4% en Tunisie¹³ et 12,3% au Maroc en 2010 (Unesco, 2014). Quant à l'Algérie, les données ne sont pas disponibles, et cela peut être dû à l'inexistence de ce type d'institution. *A contrario*, ce taux atteint 66,2% en Indonésie, 66% au Singapour, 62,6% en Philippines, 38,8% en Malaisie et 16,4% en Thaïlande pour la même année (Unesco, 2014).

Trois principales raisons peuvent expliquer cette marginalisation de l'enseignement supérieur privé au Maghreb. La première raison tourne autour de l'attachement de l'Etat maghrébin à l'enseignement public comme un modèle de développement instauré depuis la décolonisation. La deuxième raison est relative à la mauvaise réputation de tout le système de l'enseignement privé dans la région maghrébine, qui est généralement considéré comme synonyme de l'échec dans l'enseignement public. Il s'agit alors d'une nouvelle culture qui nécessite encore du temps pour s'enraciner dans la population maghrébine. La dernière raison est relative au coût relativement élevé de l'inscription dans ces établissements. En effet, ces frais d'inscription en Tunisie varient de 3800 dinars tunisiens (1750 euros) à 10000 dinars tunisiens (4500 euros). Le Maroc se trouve dans la même situation. Cette excessivité des tarifs poussent plusieurs jeunes maghrébins à quitter leur pays carrément et continuer leurs études à l'étranger (notamment à la France et l'Allemagne).

Cette faible participation a évidemment des mauvaises répercussions, dans la mesure où elle alourdit les charges de l'Etat, qui se trouve incapable d'assurer tout seul un enseignement de qualité et efficient pour tous. De même, cela influence la qualité de l'enseignement, vu l'absence de la concurrence et de la motivation. L'employabilité peut être encore remise en cause, car les établissements privés garantissent généralement la bonne insertion de leurs étudiants dans le marché du travail, puisque cela est lié directement à leurs réputations.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR MAGHRÉBIN ; POURQUOI CETTE AMPLIEUR D'INADÉQUATION DES QUALIFICATIONS?

En Afrique comme dans le monde entier, le chômage des jeunes diplômés est dû en grande partie à une sorte d'inadéquation des compétences et non pas à une réelle pénurie des postes d'emploi¹⁴.

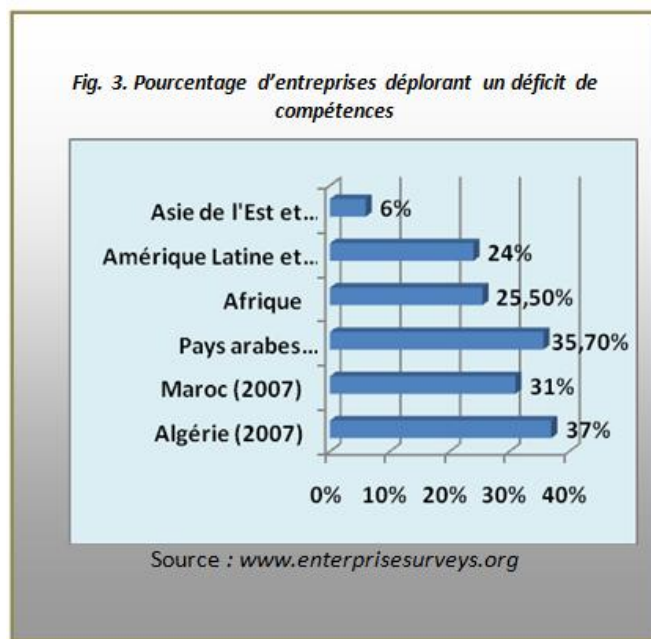
Les pays du Maghreb ne sont plus loin de cette peine, dans la mesure où ils marquent des taux importants de suréducation et de sous-éducation. En effet, un grand nombre d'entreprises au Maghreb déclare un manque énorme en termes de compétences et de formation; l'Algérie (37%) et le Maroc (31%), alors que le taux le plus faible est celui enregistré par les pays sud-est asiatiques (6%). Ce manque témoigne clairement l'existence d'une forte inadéquation des compétences expliquant ainsi le taux élevé de chômage des diplômés dans notre région. Evidemment, cette carence peut être un frein pour le développement économique, pour la bonne gestion des affaires et évidemment pour l'attractivité des IDE.

Le BIT (2014) souligne plusieurs causes pour ce décalage, mais nous insistons essentiellement sur les politiques publiques industrielles qui génèrent parfois des demandes soudaines de certaines compétences pouvant être non ou peu disponibles. Ainsi, en Tunisie, les dernières statistiques montrent qu'en dépit de l'existence d'un grand effectif de jeunes diplômés, la majorité des jeunes exerce des activités peu qualifiées; 26,8% sont des ouvriers et employés non qualifiés, 12,4% sont des conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage, 14,8% des artisans et ouvriers des métiers de type

¹³ Ce taux atteint 4,7 % en 2013 selon le ministère de l'enseignement supérieur tunisien.

¹⁴ A titre d'exemple, en Égypte, les statistiques de l'OIT dénombrent presque 1.5 million de jeunes sans emploi alors que 60000 postes vacants sont disponibles de la part des entreprises privées. En Afrique du Sud, la situation est encore plus extrême : on y dénombre 3 millions de jeunes chômeurs et 600 000 diplômés du supérieur à la recherche d'emploi, alors qu'il y a 800 000 postes vacants.

artisanal et 16,3% comme personnel dans le secteur des services et vendeurs dans les magasins et au marché. Seulement 46% ont la chance d'exercer des métiers qualifiés. Cela est considéré par Hu Ruiwen comme une fatalité¹⁵.



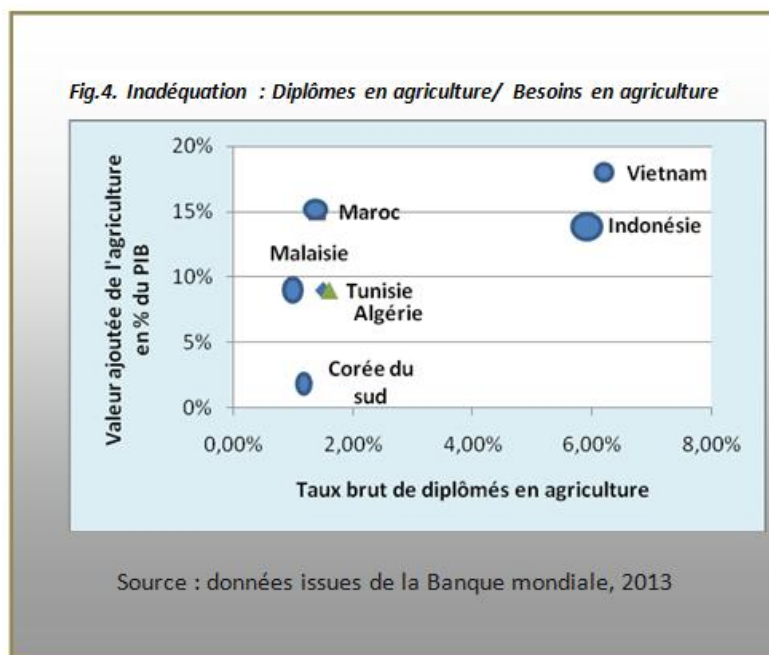
Toutefois, certains auteurs, à l'instar de Ben Kahla (2000), insistent sur le fait que garantir une adéquation entre les qualifications des diplômés et les besoins des employeurs n'est pas l'apanage de l'université. Cet objectif, selon ces auteurs, est irréaliste et l'employabilité ou la non-employabilité des jeunes n'entre pas dans les affaires des universités.

L'ASIE DE SUD-EST S'EN SORT MIEUX DU PROBLÈME D'INADÉQUATION DES QUALIFICATIONS

Alors que la région maghrébine s'est basée en grande partie sur l'agriculture, toutefois, on dénombre un nombre relativement faible de diplômés formés en la matière notamment comparativement à quelques pays sud-est asiatiques (fig.4). Bien que l'agriculture contribue au PIB de la Tunisie et de l'Algérie de 9%, ces deux pays forment seulement respectivement 1,5% et 1,6% de leurs diplômés en agriculture. Pour le Maroc, la situation est encore plus pire; le taux brut des diplômés ne dépasse pas 1,4% tandis que la valeur ajoutée de l'agriculture contribue à 15% du PIB marocain. Ce manque de compétences s'observe clairement lorsqu'on compare ces taux avec l'Indonésie, dont l'agriculture a la même part dans le PIB que le Maroc, mais qui dispose plus que 4 fois comme taux de diplômés formés en agriculture¹⁶. Le même cas pour le Vietnam qui enregistre un taux élevé des diplômés en agriculture dépassant les 6%. A noter que ce phénomène caractérise toute l'Afrique dans la mesure où 2% seulement des étudiants se spécialisent en agriculture en 2010, alors que cette dernière contribue à 13% du PIB africain (Banque mondiale, 2011). Cette carence au niveau des diplômés spécialisés en agriculture peut certainement entraver le développement des secteurs liés à l'agro-alimentaire. A ce stade, il importe de souligner l'importance du rôle joué par l'agriculture dans le développement de l'industrie agro-alimentaire, vecteur d'embauche des nouveaux diplômés et une chance ratée de la part du Maghreb.

¹⁵ Cet auteur suppose que ce phénomène est du fatalisme, suite à une étude faite sur la Chine, et qui a abouti au même résultat ; l'économie chinoise d'ici à 2020 n'est pas capable d'absorber l'excès des jeunes diplômés, dont la moitié se contente d'un emploi ouvrier (Kratz, 2013).

¹⁶ Seule la Malaisie qui souffre du même problème que ses homologues maghrébins.



4 QUELLES LEÇONS TIRÉES DE L'EXPERIENCE ASIATIQUE?

Dans la réalité, la situation éducative au Maghreb est alarmante selon tous les rapports régionaux et mondiaux. Il reste à l'Etat de réagir et de prendre des mesures urgentes. Ainsi, au cours de cette section, nous essayons de tirer quelques recommandations utiles pour les pays maghrébins à partir de l'expérience asiatique dans ce cadre.

4.1 AGIR SUR L'OFFRE DU TRAVAIL; AMELIORER LA QUALITE DES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

On cherche ici à montrer que les autorités publiques sont appelées à améliorer davantage la qualité de ses diplômés, surtout dans ce contexte de mondialisation.

Chercher l'élitisme dès le départ, c'est-à-dire préparer les petits écoliers et les écoles maternelles pour aller vers un système "out of the box" axé sur la perfection éducative. C'est une recette à la japonaise qui a prouvé sa capacité pendant de longues décennies.

L'expérience des autres pays occidentaux et asiatiques varie entre le relâchement des écoliers et l'allègement du stress, à l'instar de l'Allemagne (dont les études se déroulent dans une classe la matinée, alors que l'après-midi est consacrée à des activités physiques), Finlande (l'absence de redoublement et la gratuité des fournitures, du transport..) ou bien mettre l'écolier sous une grande pression, en le poussant à suivre des cours de soir, afin d'intégrer les meilleurs instituts appelés en Corée du sud « *les Hagwons* », obligeant ainsi les élèves à redoubler leurs efforts. De même, l'expérience de Hong Kong mérite d'être mentionnée, notamment avec la capacité des petits enfants à lire même à un âge très précoce (deux ans).

Toutefois, il faut garder à l'esprit que l'élitisme ne signifie pas obligatoirement des notes extraordinaires, mais qui garantit essentiellement la capacité à prendre l'initiative, résoudre les problèmes, la capacité à gérer les situations et à développer le "soft skills". Tous ces éléments permettent par la suite aux jeunes diplômés la bonne insertion dans le marché du travail.

Ainsi l'Etat maghrébin doit sauver son système éducatif dès la base, en améliorant les compétences des élèves, devenant par la suite des étudiants compétents. Sans doute, la recherche d'excellence éducative doit passer par des programmes de sensibilisation adressés aux familles quant à la nécessité d'une éducation sérieuse et l'importance de la maîtrise des langues et des TIC. Un élément important doit être pris en compte ici, c'est que l'Etat du Maghreb est appelé à proposer des programmes qui se caractérisent par une certaine harmonie entre ses différentes matières et couper avec « *l'enseignement systémique* » caractérisé par l'indépendance des différentes matières, et instaurer une sorte d'« *un enseignement encyclopédique* », si nous reprenons les termes de Joël de Rosnay. Ce nouveau système garantit en fait l'interdépendance des différentes matières enseignées.

Améliorer la qualité des enseignants ; Un autre élément est responsable à la qualité de l'éducation et agit fortement sur l'excellence de l'éducation, c'est « le corps enseignant ». En effet, « *la qualité d'un système ne peut excéder celle de son corps*

enseignant» [29], et plusieurs études ont été menées sur ce sujet, montrant l'importance de l'effet de la qualité des enseignants sur les compétences des élèves¹⁷. Ainsi, le rapport de TALIS (2008) et le rapport de l'OCDE (2011) ont insisté sur l'importance de recrutement des enseignants pour développer un enseignement de qualité.

Toutefois, pour le Maghreb, les modalités de recrutement des enseignants, notamment au supérieur sont fortement critiquées et remises en cause de la part des académiques, et plusieurs études montrent que la corruption est une pratique prépondérante dans les universités, surtout en Tunisie et lors des concours de recrutement des enseignants. Milovanovitch (2014) insiste sur le fait que les universités peuvent être utilisées dans des buts politiques, compte tenu de leurs poids financier et humain. Hallak et Poisson (2009) parlent essentiellement de la «*fraude académique*», définie comme étant l'action d'obtenir un avantage au cours d'un test ou d'un examen (rapport du PNUD et Forum universitaire tunisien, 2014). Cela rend alors l'université un «*ascenseur social en panne*» [19], incapable de jouer pleinement et efficacement son rôle économique et social.

A cela, nous pouvons ajouter qu'il faut développer des actions d'inspection pour tous les niveaux d'éducation; être inspecté pousse les établissements universitaires à respecter plus les normes éducatives et administratives, et incite les enseignants à assumer plus leur responsabilité. Cette inspection peut être considérée comme une sorte d'autoévaluation aussi bien interne qu'externe. D'ailleurs, à Singapour, les écoles effectuent fréquemment les autoévaluations internes, alors que celles externes se font d'une façon occasionnelle (presque tous les 5 ans) selon le rapport McKinsey (2007). De même, en Chine, Gauthier (2014) affirme que «*les enseignants sont soumis à une évaluation annuelle de plus en plus rigoureuse de leurs prestations en matière d'enseignement (nombre d'heures effectives) et de recherche (communications, articles, ouvrages). Les projets de recherche sont pris en compte au niveau de l'établissement, de la province ou du pays, et viennent s'ajouter au curriculum vitae de chaque enseignant* » [20].

Encourager l'enseignement supérieur privé ; c'est vrai que durant les dernières décennies l'enseignement supérieur privé commence à se développer, notamment en Tunisie et au Maroc, mais l'Etat est appelé encore à offrir des mesures financières et fiscales adéquates afin de faciliter l'insertion du secteur privé dans l'enseignement supérieur. Comme nous avons mentionné dans la troisième section, cette insertion est capable de baisser les charges de l'Etat et d'intensifier la concurrence qui peut être au profit de la qualité de la formation, chose qui peut animer la vie universitaire et professionnelle au Maghreb.

4.2 AGIR SUR LA DEMANDE DU TRAVAIL ; AMENDER LE MODELE DE CROISSANCE

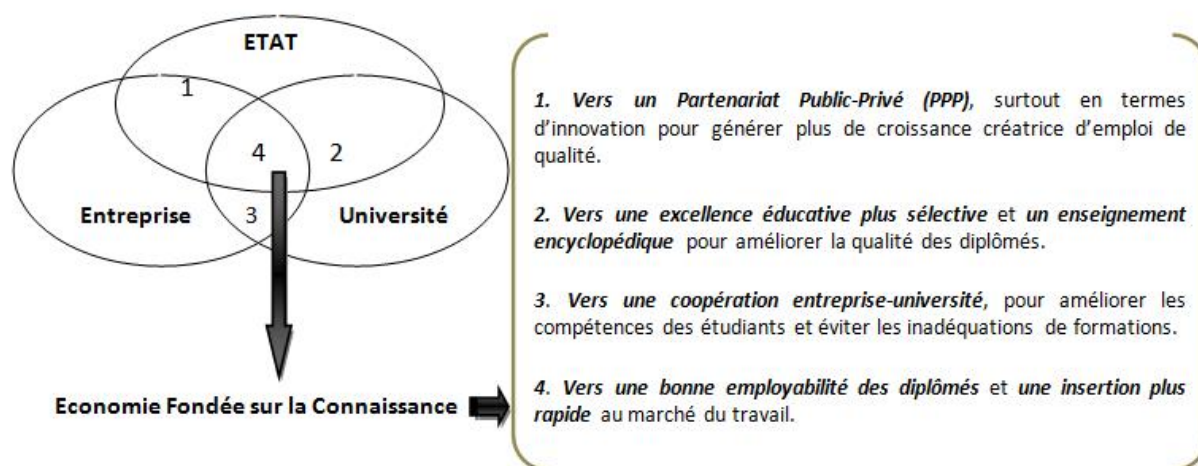
Stimuler la croissance économique en tirant profit des dividendes démographiques ; Un proverbe africain affirme que «*le meilleur moment pour planter un arbre était il y a vingt ans et le deuxième meilleur moment est maintenant*». C'est exactement le cas des pays maghrébins. En effet, et selon le dernier rapport de l'Unicef «*Generation 2030/Africa Report*», l'Afrique passe les prochaines décennies par une phase de transition démographique. La Tunisie va assister à une augmentation de sa population adolescente en passant de 1 607 milliers en 2015 à 1 813 milliers personnes en 2030, alors que le pourcentage d'enfants de moins de 18 ans dans la population totale est de l'ordre de 27% en 2015. Pour l'Algérie, cette population augmente de 6 047 milliers à 8 942 milliers personnes durant la même période affichant un pourcentage d'enfants de moins de 18 ans dans la population totale de 32,8%. Quant au Maroc, le nombre d'adolescents passe de 5 814 milliers à 6 967 milliers, alors que la part des enfants moins de 18 ans sera de 33% pour 2015. Bien que ces chiffres s'avèrent faibles par rapport aux autres pays africains, mais certainement cela signifie que prochainement le Maghreb bénéficiera d'une armée de main-d'œuvre, surtout diplômée. Evidemment, cette situation ne dure pas longtemps, et l'Etat maghrébin doit tirer parti de ce changement au niveau de la structure de la population afin de dynamiser plus la situation économique et bénéficier le grand maximum de la jeunesse de sa population. C'est une leçon tirée de l'expérience asiatique qui doit le tiers de sa croissance réalisée entre 1965-1990 en Asie de l'est aux bons résultats de dividende démographique. Pour ces pays, «*le dividende démographique n'est pas seulement subordonné aux taux de natalité, il exige également des politiques sociales et économiques, notamment l'ouverture au commerce, des marchés de l'emploi flexibles et des investissements dans le capital humain, y compris dans l'éducation et la santé publique*» [39].

Inciter les entreprises à former leurs travailleurs et assurer une certaine complémentarité entre Etat-Entreprises-Université; étant donné que le rythme de création des entreprises dans la région maghrébine est relativement lent par

¹⁷ Pour plus de détails, voir McKinsey & Company, 2007.

rapport à d'autres régions, l'Etat peut offrir des allègements divers afin d'attirer les investisseurs et créer les entreprises, surtout celles innovantes. Autrement dit, il faut restructurer le tissu économique et accorder plus de poids à la technologie. Dans ce cadre, l'Etat peut opter des procédures coopératives avec les entreprises en termes de formation de la main d'œuvre. Même s'il y a une certaine inadéquation de compétences, les programmes de formation peuvent corriger ce type de déséquilibre, notamment s'il y a une coordination entre les trois acteurs; Etat-Université-Entreprise. De ce fait, l'Etat construira un nouveau modèle de croissance dont l'objectif est d'investir dans la qualité d'emploi que de créer massivement d'emploi. Cela ne peut être possible qu'avec l'instauration d'une économie fondée sur la connaissance (EFC), dont l'innovation est au centre du programme du développement.

Fig. 5. Vers un nouveau modèle de développement au Maghreb



5 CONCLUSION

Par souci de synthèse, on rappelle que notre travail cherche à ressortir les grandes tendances qui peuvent s'appliquer aux économies du Maghreb. Le déficit d'emploi est confirmé dans la région, mais c'est essentiellement le chômage des diplômés qui pèse lourdement sur l'économie. Suite à une comparaison avec les pays sud-est asiatiques, on peut affirmer que c'est à l'Etat que remontent les origines du problème, et que c'est l'Etat qui peut changer d'air. L'Etat est appelé à consacrer une attention particulière au modèle de croissance suivi, et qui paraît « hostile » à l'emploi des diplômés. Nous avons souligné essentiellement l'inefficacité scientifique et pédagogique des méthodes adoptées dans le cadre universitaire, et la faiblesse de l'effort déployé par les entreprises dans la formation des jeunes, et dans le domaine de la recherche scientifique et d'innovation. Ainsi, les autorités au Maghreb sont appelées à améliorer la qualité de leurs systèmes éducatifs, et à investir plus dans la qualité d'emploi en changeant essentiellement leur modèle de croissance économique, qui doit être fondée sur la connaissance et le savoir.

REFERENCES

- [1] Y Abdih, Comblent le déficit d'emploi, Le fort taux de chômage des jeunes alimente les troubles dans tout le Moyen-Orient, Finances & Développement, 2011.
- [2] S. Aita, Employment and Labour Law in the Arab Mediterranean Countries and the Euro-Mediterranean Partnership (Madrid: Fundación Paz y Solidaridad Serafín Aliaga de Comisiones Obreras), 2008.
- [3] N. Altinok, « Bases de données internationales sur la qualité de l'éducation (1964/2005) », In Colloque international de l'ADMEE-Europe, Luxembourg, 2007.
- [4] Analysis of labour force in malaysia, 2010 and 2011, [Online] Available: <http://statistics.gov.my/>, 2011.
- [5] Banque Africaine du Développement, « Comment lutter contre le chômage des jeunes au Maghreb », Note Economique, 2011.
- [6] Banque Africaine du Développement, Stratégie de la BAD en matière de capital humain pour l'Afrique (2014-2018), Fonds Africain de Développement, 2014.
- [7] Baron-Gutty A, « La Thaïlande : une économie dynamique face aux défis de la pérennité de son développement », Dynamiques Internationales ISSN, 2014.

- [8] K. Ben Kahla, «La crise de l'Université tunisienne au crible de la Banque Mondiale : analyse d'une rhétorique opportuniste », In GEISSER Vincent (éd), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs*, Paris, CNRS-Éditions, 2000.
- [9] L. Benhabib, « Le chômage des jeunes en Algérie : l'enjeu des inégalités de diplôme et de genre », [Online] Available: www.mondesdeveloppement.eu, 2014.
- [10] J-C. Berthélemy, « Clubs de convergence et équilibres multiples : comment les économies émergentes ont-elles réussi à échapper au piège du sous-développement? », *Revue d'économie du développement*, 2006.
- [11] Bureau International du Travail, *La crise de l'emploi des jeunes. Il est temps d'agir*. Conférence internationale du travail, 101e, 2012.
- [12] Bureau International du Travail, « Des politiques de l'emploi pour une reprise et un développement durables », In Conférence internationale du Travail, 2014.
- [13] Bureau International du Travail, *Relever les défis de l'emploi des jeunes, Mesures envisageables et considérations politiques*, 2014.
- [14] Bureau International du Travail, 2014, *Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie*, Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications.
- [15] China Analysis, *Les Nouvelles de Chine, Asia centre*, 2013.
- [16] A. Debbarh, « Expérience Marocaine : Amélioration de l'Enseignement Supérieur et Développement du Capital Humain », *Sommet Africain de l'Éducation*, 2013.
- [17] S. Dessus, « Capital humain et croissance : le rôle retrouvé du système éducatif », *Economie Publique*, 2000.
- [18] Fonds Monétaire Internationale, « Perspectives de l'économie mondiale, La reprise s'affermir, mais reste inégale », 2014.
- [19] Forum Universitaire Tunisien, *Diagnostic et prévention de la corruption dans le milieu universitaire tunisien, Perception des acteurs et proposition d'une stratégie d'action*, PNUD, 2014.
- [20] P. L. Gauthier, « Nouvelles tendances de l'enseignement supérieur chinois », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 2014.
- [21] M. Haddar, « Une création de 50.000 emplois sans croissance : par quel miracle ? », *L'économiste maghrébin*, 2011.
- [22] E.A. Hanushek & D.D. Kimko, "Schooling, Labor-Force Quality, and the Growth of Nations", *American Economic Review*, n°90, volume 5, pp.1184-1208, 2000.
- [23] International Labor Office, *Global employment trends for youth 2012*, Geneva, 2012.
- [24] A. Kratz, « Aux origines du chômage des jeunes diplômés », *Asia Centre*, 2013.
- [25] F. Lakhoua, *L'insertion des jeunes diplômés et le rendement des investissements dans l'enseignement supérieur : Maroc et de la Tunisie*, Femise research programme, 2008/2009, 2010 .
- [26] N. Madariaga, « Croissance et emploi dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée : les gains de productivité du travail jouent-ils un rôle dans la création d'emplois ? », *Macroéconomie & Développement*, N°8, 2013.
- [27] N. G. Mankiw D., Romer & D. N.Weil, «A contribution to the empirics of economic growth », *Quarterly Journal of Economics*, 1992.
- [28] I. Martin, *Labour Market Performance and Migration Flows in Arab Mediterranean Countries: A Regional Perspective* (Florence : Institut universitaire européen) , 2009.
- [29] McKinsey & Company, « Les clés du succès des systèmes scolaires les plus performants », 2007.
- [30] M. Milovanovitch, *Fighting Corruption in Education: A Call for Sector Integrity Standards*. Forthcoming in Cissé, Hassane, NR Madhava Menon, Marie-Claire Cordonier Segger, and Vincent O. Nmehielle, eds, 2014.
- [31] Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi, *L'enseignement supérieur et la recherche scientifique en chiffres*, 2012.
- [32] Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ), « Analyse du système éducatif Tunisien », OIT, 2013.
- [33] OCDE, « Quel est le niveau de salaire des enseignants ? », *Regards sur l'éducation*, 2011.
- [34] OCDE, *Résultats de TALIS 2013, une perspective internationale sur l'enseignement et l'apprentissage*, TALIS, Editions OCDE, Paris, 2014.
- [35] Office National des Statistiques, *Activité, Emploi & Chômage en Avril 2014*, N°671 , 2014
- [36] I. Omri , « Les disparités économiques au sein du Tiers-Monde : quelques constats à propos du Maghreb et des pays de l'Asie du Sud-Est » , *L'Année du Maghreb*, VII, 2011.
- [37] Organisation Internationale du Travail, *Global employment trends 2013, Recovering from a second jobs dip*, 2013.
- [38] Organisation Internationale du Travail, « Tendances mondiales de l'emploi 2014, Vers une reprise sans création d'emplois? », 2014.
- [39] Partners in Population and Development Africa Regional Office (PPD ARO), [Online] Available: <http://www.ppdafrika.org/aro@ppdafrika.org>, 2014.
- [40] Summary of the labor force survey in Thailand : May 2014, [Online] Available: <http://web.nso.go.th>, 2014.

- [41] H.Touhami, « Disparités sociales et régionales et chômage des diplômés du supérieur », [Online] Available: <http://www.leaders.com.tn>, 2012.
- [42] UNESCO, Répondre aux attentes de la jeunesse, Lettre d'information de l'iipe, 2011.
- [43] UNESCO, « 20 % des jeunes des pays en développement n'achèvent pas l'école primaire et se retrouvent sans qualification », [Online] Available: Communiqué de presse UNESCO n°2012, 2012.
- [44] UNESCO, Base de données, [Online] Available: <http://www.unesco.org/>, 2014
- [45] UNICEF, 2014, Generation 2030/Africa Report, Division of Data, Research, and Policy.